

## CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Les pauvres deviennent chaque année plus pauvres et les riches de plus en plus inquiets. En 1980 plus de 50 millions d'êtres humains, dont 12 millions d'enfants, sont morts de faim ; la course aux armements est devenue gigantesque, délirante et dévastatrice tandis que l'URSS, comme une vulgaire puissance impérialiste, envahit l'Afghanistan, pour « aider » le peuple à lutter contre le féodalisme. La guerre sévit en de nombreux points du monde mais exclusivement chez les sous-développés (pardon ! chez les peuples en voie de développement !...) tandis que la guerre pour les matières premières est tantôt froide, tantôt chaude mais de plus en plus intense, le tout par petits peuples interposés. L'année se termine avec l'annonce par Fidel Castro, qu'après tout une intervention de l'URSS en Pologne serait justifiée.

La seule bonne nouvelle, sérieuse, de l'année est que L'ÉVÈNEMENT se produit : *le pétrole baisse*. En effet les membres de l'OPEP réunis à Vienne en septembre (cf. chronologie, les 15 et 17/9) sont bien obligés de constater que les lois qui régissent le marché capitaliste ne dépendent pas exclusivement de la volonté des producteurs. On a ainsi atteint les limites d'une politique inaugurée par l'Algérie en 1971-73. Certes la Libye et l'Irak ont essayé de s'opposer à la formule modérée d'indexation des prix mais l'OPEP a du prendre la mesure qui s'imposait : la décision de fixer le brut de référence à 30 £ le baril, avec comme conséquence le dégel des prix officiels des autres bruts et surtout la réduction de 10 % de la production pour l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Venezuela, l'Indonésie, le Nigeria. Il est assez évident que face à ce type d'événement les discours tonitruants sur la solidarité entre les Etats arabes ou les Pays du Tiers Monde, prend une tout autre résonance.

Au Maghreb, non seulement les conflits ne s'atténuent pas mais les conflits sociaux prennent des proportions jamais atteintes, tandis que le Tchad disparaît dans une valse de héros tribalo-révolutionnaires et que l'oasis de Gafsa se consume (cf. les chroniques politiques et la chronologie); mais les répercussions intermaghrébines sont importantes puisque le Maroc accuse Qaddhafi de tous les méfaits, que le Tunisie surenchérit un temps, tandis que Qaddhafi accuse Sadate d'être un SS au service de Hitler, alors que l'Irak accuse Qaddhafi d'être un sioniste (cf. le 23/10). Le prince héritier de Libye, Abdallah El Senoussi se contente lui de déclarer que Qaddhafi est athée et communiste. Il semblerait de fait, qu'outre les habituelles répressions au Maroc, la Libye se soit lancée elle aussi dans une vague de violence tant à l'intérieur qu'à

l'extérieur contre ses opposants. Il n'est pas jusqu'aux émeutes « kabyles » qui viennent changer la façade algérienne jusque là plus ou moins épargnée et le président Chadli ne faillira pas à la tradition en dénonçant, bien entendu (les 20/4 et 6/5) la main de l'étranger et les manœuvres du colonialisme et de ses alliés ou agents.

Cette chronique me désespère depuis tant d'années : ressasser les mêmes malheurs, est-ce les conjurer ?

Pendant ce temps, nième scénario, pour la nième fois, les ministres arabes réunis, n'importe où, disons cette fois-là le 22 novembre à Amman (1), adoptent, à l'unanimité, une stratégie politique et militaire arabe et quelques jours plus tard, les Chefs d'Etats Arabes entérinent cette décision, cette fois-ci en l'absence de la Libye, une autre fois de l'Algérie à moins que ce soit cette fois-là en l'absence du Maroc. Mieux encore, le Front de la Fermeté adopte le principe de l'utilisation de l'arme du pétrole contre les USA (cf. par ex. le 13-14/4)...

Guerre Irak/Iran, approuvée/désapprouvée; invasion de l'Afghanistan, approuvée/désapprouvée; progressistes/valets de l'Impérialisme/Comité al-Qods/Dieu est avec nous; mais au fond, il n'est pas sûr que même Dieu y reconnaisse les siens...

Quant à la conférence Nord-Sud... on en parle dans les chaumières et dans les Hôtels de luxe : 90 % des transferts de technologie (et déjà il y aurait beaucoup à dire sur ce mot à la mode dans les milieux de la Jet Society, car il y a transferts de techniques et en prime discours idéologique sur la neutralité scientifique de ceux-ci avec la complicité des classes politiques du Tiers Monde), donc 90 % des transferts se font entre pays industrialisés, ensuite la part de transferts venant des pays du COMECON (pour ne pas dire « socialistes » !) vers le Tiers Monde représente moins de 10 % du volume des transferts en provenance des pays de l'OCDE, enfin les résultats de ces transferts provoquent des effets récurrents dont personne n'a jusqu'ici mesuré l'ampleur catastrophique pour les utilisateurs... Sauf bien sûr pour les armes dont l'effet est immédiat, en particulier au Sahara, qui a été un grand cru en 1980, sur ce plan.

(1) 26/10 au 31. Séjour de M. Chedli KLIBI à Amman pour les travaux du comité des 7 formés lors de la session spéciale du conseil économique et arabe de juillet qui doit mettre au point un projet de stratégie panarabe d'action politique commune. Elaboration d'une stratégie globale permettant de faire face à l'ennemi sioniste dans l'étape à venir.

18/11 au 22. A Amman, réunion plénière des ministres des AE des pays arabes : adoption à l'unanimité d'une stratégie politique et militaire arabe.

25/11 au 27. A Amman, 11<sup>e</sup> conférence des Chefs d'Etat arabes (absence de la Libye et de l'Algérie) : entérinement de la déclaration sur la stratégie politique et militaire arabe; adoption de deux projets économiques (*une charte d'action pour 10 ans* et la constitution d'un *fonds de 5 milliards de \$* pour cette période alimenté par les producteurs de pétrole); examen d'une convention de garantie des investissements et d'un projet d'amendement de la charte de la Ligue arabe.

## I. - LES CONFLITS MAGHRÉBINS : ENJEUX SAHARIENS

Non seulement le conflit du Sahara occidental n'est pas réglé en 1980 mais les partenaires maghrébins se divisent un peu plus à cause du Tchad, à propos de l'Afghanistan ou de l'affaire de Gafsa. Il existe peut être encore des lecteurs de l'*Annuaire*, ou d'anciens étudiants, qui ont gardé le souvenir de l'heureux temps où cette rubrique s'intitulait « l'Unité maghrébine »...

Un élément demeure constant, c'est l'imprécision de la position du Maroc; deux faits nouveaux apparaissent : l'attitude de l'OUA change et le soutien américain se précise. La chambre des Représentants autorise le gouvernement à vendre au Maroc des armes pour une valeur de 140 millions de \$ payés par l'Arabie saoudite.

Le Maroc entreprend de nombreuses campagnes d'explication sur sa position, comme les années précédentes de nombreux *missi dominici* parcourent les capitales (cf. chronologie le 14/1 ou 24/7) mais c'est peut-être tout simplement parce que cette position n'est pas aussi claire que ce que le prétendent les medias. Elle est même et c'est le moins que l'on puisse dire, incéaise et contradictoire. Certes sur le plan intérieur de sérieux efforts de guerre sont réalisés cette année et il semblerait qu'une nouvelle tactique soit élaborée : sanctions contre des militaires défaillants (cf. 27/2), création de brigades mobiles (cf. 24/6), les *Arak*, visite du Roi à Dakhla (4/3), récupération du secteur abandonné par la Mauritanie, mais surtout création du mur, relativement efficace, autour du *triangle utile*, qui va obliger le F. Polisario à modifier sa stratégie. Les combats sont très durs et violents cette année et par delà les habituels « cocoricos » de victoire fournis par les deux camps on perçoit bien, à travers la chronologie, à quel point la guerre a changé sur le terrain. Il semble bien qu'en septembre le port d'Al Ayun ait été attaqué et que de violents combats se soient déroulés autour de la construction du mur.

Mais c'est au plan international que les choses sont beaucoup moins claires. Les déclarations du Roi, de ses ministres et de l'opposition, sont à ce point contradictoires que je persiste (diabolicum...) à me demander de quoi est faite cette magnifique unanimité nationale tant vantée par les medias marocaines et les serviteurs, nationaux ou étrangers, du Palais. Par exemple le Roi se déclare prêt, plusieurs fois cette année, à négocier à tout moment avec l'Algérie (mais pas avec le F. Polisario : cf. par ex. 12/3) mais l'opposition lui reproche ces ouvertures comme des faiblesses (cf. l'Istiqlal les 13/10 et 11/11) comme si elle le soupçonnait de vouloir brader le territoire national; même l'UNEM qui renaît difficilement et périodiquement, rêve de constituer des unités populaires armées... Par ailleurs si le Maroc a pris l'habitude de ne plus trop prêter attention aux résolutions de l'ONU sur ce point (2), par contre sa position sur

[2] Par exemple cette année encore, rituellement la commission de décolonisation de l'Assemblée générale des Nations Unies adopte un projet de résolution d'origine algérienne réaffirmant le droit des Sahraouis à l'autodétermination et à l'indépendance et demande au Maroc « de se joindre au processus de paix et de mettre fin à l'occupation du territoire du Sahara Occidental ». La même commission rejette un projet de résolution parrainé par le Maroc et le Sénégal demandant aux chefs de l'OUA « de continuer à déployer leurs efforts » pour une solution au conflit du Sahara Occidental.

les efforts de l'OUA est contradictoire. Les ministres récusent le cadre que proposera l'OUA cette année alors que le Roi va l'accepter (cf. par exemple la déclaration de Boucetta au moment de Freetown le 16/6; de même pour le cessez-le-feu et le referendum proposés par le comité *ad hoc* le 9/9 que le premier ministre refusera le 12/9 alors que le 17/11, M. Tazi déclarera que le Maroc n'est pas opposé à la vérification de l'autodétermination des populations du Sahara avant que le Roi n'enfourche ce nouveau cheval de bataille: non seulement il est d'accord pour le referendum mais ensuite il le réclamera lui-même).

Par ailleurs la cible principale du Roi n'est plus l'Algérie mais la Libye: il accuse Qaddhafi d'être LE danger au Sahara (cf. interview à *Antenne 2* le 8/4) et d'être le principal soutien du F. Polisario (le 28/5). Tandis que Boucetta renchérit (le 14/4) le Maroc rompt les relations diplomatiques avec la Libye qui a (enfin ?) reconnu la RASD le 16/4 (on notera au passage la rupture au même moment et pour la même raison des relations diplomatiques avec Cuba dont deux pétroliers seront attaqués le 12/7; mais que venaient-ils faire en face des côtes marocaines?), et l'attitude parfaitement équivoque de l'OLP sur la question du Sahara (3)... Le Maroc déclarera solennellement qu'il n'est pas question de commercer avec les ennemis de son intégrité territoriale et signera le 13/8 d'importants accords sur les phosphates et la pêche avec l'URSS. Mais peut-être n'y a-t-il aucun rapport, perceptible par le Roi du Maroc, entre la présence cubaine en Afrique et l'URSS...

Pourtant cette année le Maroc va recevoir le soutien inconditionnel des USA. Ceux-ci sont sans doute effrayés par l'accident de Gafsa qui leur révèle, symboliquement, à quel point l'ordre est menacé au Maghreb, non pas par l'Algérie, avec qui ils entretiennent de bons rapports en dépit des difficultés sur le Gaz et grâce à l'heureuse issue de l'affaire des otages en Iran dans laquelle l'Algérie a joué un rôle essentiel. Le danger vient bien plutôt de Qaddhafi et les Américains, après quelques visites non discrètes (dont celle de Young) au Sahara côté F. Polisario, se décident clairement pour un soutien total au Maroc: visites et déclarations de MM. Th. O'Neill et Cl. Zablocki les 2/4, 3/4, 7/4; tandis que les délégations ministérielles se succèdent des deux côtés (cf. par ex.: 2/9 et 20/9), tandis que les études pour la mise en valeur des schistes bitumineux reprennent. Le tremblement de terre d'El Asnam est l'occasion du premier échange officiel de messages entre l'Algérie et le Maroc (10/10 et 1/11) mais la situation saharienne est toujours la même. Pour éviter que ma théorie du pendule ne soit falsifiée cette année, l'Algérie et la Mauritanie ont l'amabilité de se réconcilier (4/10) et échantent des ambassadeurs. La Maghreb ainsi déchiré à l'Ouest, devait encore un peu plus se diviser à propos de l'affaire de Gafsa et à l'occasion des troubles en Tunisie. Il n'est pas dans mon propos (ni

(3) Tout au long de l'année on assiste au ballet habituel des conversions et changement de prises de position: ainsi le président de la Guinée équatoriale, en visite privée au Maroc, déclare le 5/5 que son pays ne reconnaît plus la RASD et annule donc la décision de son prédécesseur: heureux pays où il n'y a point de parlement pour ratifier ce que font et défont les chefs d'Etats! Par contre le Maroc éprouve quelques difficultés en empêchant le Portugal de reconnaître le F. Polisario le 25/7. Mais on trouvera bien un petit chalutier égaré entre Madère et les Açores...

de ma compétence) d'exposer ici les événements proprement tunisiens de cette affaire (cf. pour cela dans le présent volume, l'article de P.R. Baduel et la chronique politique de I. Ben Dhiab) mais je dois en expliquer les conséquences maghrébines et internationales : en effet la Libye est impliquée, l'Algérie est accusée de passivité et la France de complicité tandis que les USA livreront des armes et prêteront la main à l'appui logistique de la France (cf. chronologie à partir du 27/1). Le Maroc fait part, quant à lui, de sa solidarité totale avec la Tunisie puisque l'ennemi commun désigné est la Libye (cf. appel de *Maroc Soir* le 5/2 contre le régime de Qaddhafi responsable d'une véritable conjuration dont l'objectif est la déstabilisation de l'ensemble du Sahara).

Bien sûr la rupture est consommée entre la Tunisie et la Libye (30/1, départ des ambassadeurs, expulsion de centaines de Tunisiens de Libye le 5/2), jusqu'à ce que (ma théorie du...) le pendule revienne vers l'Ouest. Triste. Ceci s'ajoutant au contentieux sur les forages qui, lui, est confié à la justice impérialiste par les deux parties qui sont allées devant la Cour de justice internationale (cf. le 30/5). La Libye accuse la France d'envahir la Tunisie (cf. 2/2 et 3/2), l'ambassade de France en Libye est mise à sac (par les masses, qui font l'Histoire ?) tandis que l'Algérie dénonce l'intervention militaire française (*El Moudjahid* du 4/2). Certes la 34<sup>e</sup> session de l'OUA ne reprend pas la thèse libyenne de l'invasion française – et pourtant l'appui militaire et pas seulement politique de la France est bien réel (cf. la chronologie pour le détail), sans doute parce qu'un autre conflit obère l'horizon dans lequel on retrouve aussi la France et la Libye; c'est le Tchad, je vais y revenir.

Finalement la Tunisie « blanchit » l'Algérie en « révélant », le 7/2, que la Libye a tenté par une véritable machination d'impliquer l'Algérie malgré elle dans l'attaque de Gafsa : les assaillants ont passé la frontière algérienne à Bir Oum Ali et certains étaient arrivés par avion d'Alger en se faisant passer pour une équipe sportive. Ma se non è vero...

Le 21/2 un communiqué du BP du FLN avait réaffirmé l'attachement de l'Algérie aux accords d'Hassi-Messaoud (signés entre Boumediène et Qaddhafi en 1975 et qui prévoyaient un soutien mutuel en cas d'agression étrangère) et le même communiqué rassurait la Tunisie sur la volonté de l'Algérie de poursuivre sa politique de bon voisinage et de fraternité tout en condamnant les interventions militaires de puissances étrangères. Ainsi tout le monde était satisfait ! Le 27/2 le colonel Qaddhafi se félicitait du retrait des troupes françaises et de la chute de Nouira, la Ligue arabe constituait un comité de bons offices et H. Bourguiba Jr. partait en tournée à Paris, Londres et Washington. Quelques protestations (gauchistes ou incongrues) s'élevèrent bien en France contre la sévérité du verdict (27/3) de la Cour de sûreté tunisienne de l'Etat, puis tout rentra dans l'ordre (4)... Mais comme si deux conflits au Nord de l'Afrique, cela paraissait vraiment trop peu, le conflit saharien allait prendre une allure tous azimuts et s'étendre vers le Sud. Le Tchad occupe le devant de

(4) Visite de Guedira en Libye du 31/8 au 2/9 et les Tunisiens entraînés en Libye rentrent légalement en Tunisie.

la scène en 1980 et une fois de plus... L'imbroglie est tel que je me contenterais là encore de décrire les conséquences internationales des implications franco-libyennes car pour le reste quel nomade y reconnaîtrait ses traces ?

La Libye après quelques diatribes assez déplacées émanant des congrès populaires de base (cf. 12/2 et 24/2 par ex.) se réconciliera avec la France et le colonel Qaddhafi pourra déclarer en toute quiétude le 27/11 que « la France est d'accord avec la position libyenne (sur le Tchad) » ce à quoi M. H. Habré répondra par la dénonciation du complot franco-libyen !

Alors cette piste Qaddhafi qui irait du Tchad au Maroc est-elle un mythe ? Il semble en tout cas assez évident qu'elle croise souvent la France sur son chemin et plus discrètement la piste Nord-Sud, algérienne celle-là !

Trois axes en effet me paraissent mis en place depuis quelques années dont l'Afrique noire, sahélienne et musulmane ex-française est l'enjeu commun et concurrentiel entre la France, l'Algérie et la Libye (ce qui n'exclut pas que d'autres partenaires veillent, comme par exemple l'Arabie saoudite et le Koweït). Au sommet franco-africain de Nice (octobre) le Maroc envoie un observateur car le Maroc est le fer de lance d'une certaine politique africaine de la France. A l'occasion de la journée de l'Afrique Qaddhafi avait menacé de rompre avec les pays francophones dont il pouvait considérer l'Ambassade de France comme étant leur porte-parole (cf. chronologie les 25/5, 27/6 et 30/7). Le 4/8, par exemple, la Libye ferme son ambassade au Gabon en raison de « l'hégémonie française ». Donc cette stratégie est claire mais certains n'hésitent pas à soutenir qu'elle ne peut profiter qu'à l'URSS. J'ai déjà expliqué l'an dernier pourquoi j'étais réticent à propos de cette thèse. Certes le rapport Zablocki (cf. 9/7 et 14/7) soutient que la Libye est la source principale des tentatives de déstabilisation en Afrique avec l'aide de conseillers cubains et est-allemands, de même que de nombreuses informations sont venues confirmer cette année que Qaddhafi est très entouré par ces gens-là qui contribuent sans doute à la répression. Je ne me fais aucune illusion à ce sujet. Ce que je conteste c'est que l'alliance avec l'URSS soit pour Qaddhafi autre chose qu'une alliance stratégique et que les Russes puissent en tirer profit : le colonel est beaucoup trop complexe pour leur donner satisfaction et le monde arabe beaucoup trop musulman pour qu'ils puissent y réussir réellement. Je crois beaucoup plus à la concurrence entre la Libye et l'Algérie pour la conquête de l'Afrique : ainsi le prouve la poursuite des routes transsahariennes (cf. chronologie le 3/8) et au moment même où N'Djamena tombe entre les mains des troupes alliées aux Libyens les ministres des pays sahariens se réunissent pour régler des problèmes... de transports.

Je crois donc que la piste Qaddhafi est claire même si ses méandres sont parfois surprenants pour un observateur français (et alors pour un russe dans un bureau moscovite !). Claire en ce sens qu'un projet de vaste ensemble saharien islamique et transnational ne fait pas de doute et est somme toute plutôt cohérent. Le 15/10 Qaddhafi proclame que les frontières libyennes sont ouvertes aux Touaregs, « fils libres de la nation arabe qui souffrent de la répression et des camps d'extermination au Mali et au Niger ». Le Sénégal (par

la voix du journal *Le Salut*), Dakar y voit une déclaration de guerre à fondement racial et le président Kountché du Niger y répondra par un véritable appel le 29/11 contre la subversion venant de Libye « qui a l'intention de constituer une République islamique ». Cet appel sera suivi de manifestations hostiles et violentes à Niamey contre la Libye (d'ailleurs tout au long de l'année de nombreuses manifestations anti-libyennes seront organisées en Afrique) (5) et pourtant le Président Kountché, comme la plupart des chefs d'Etats africains, était à Tripoli en mars pour y signer de nombreux accords. Je reviendrais dans la troisième partie de cette chronique sur l'action islamique de la Libye mais comment ne pas signaler que ces chefs d'Etats africains qui défilent en Libye, sont parfois surprenants. Ainsi lorsqu'un Kérékou annonce le 28/9 sa conversion à l'Islam je me demande comment le Bénin conçoit le marxisme-léninisme ? Mais peut-être suis-je trop aliéné par Descartes et la III<sup>e</sup> République !

Cette stratégie donne lieu également à une guerre inlassable des communiqués : ainsi le colonel Qaddhafi accuse, par exemple, le 29/11 les USA d'encourager la subversion au Tchad, c'est-à-dire H. Habré (qui l'eut cru ?) contre les amis de la France, c'est-à-dire Goukouni et de viser à la déstabilisation des amis de la France : Cameroun, Niger, Gabon et RCA... Il faut lire de telles dépêches après avoir lu celles (les plus nombreuses encore) qui tout au long de l'année ont accusé la France (par ex. celle du 14/1 à propos de la reprise des combats). Bien entendu la France n'a pas manqué elle aussi de répondre tout au long de l'année (par exemple, la mise en garde du 11/12 contre la poursuite de l'intervention « d'éléments armés étrangers » au Tchad); ce à quoi l'agence Tass répond par l'accusation des milieux impérialistes (ce qui a le mérite de la clarté !) et le « second » Jalloud re-répond en souhaitant développer les contacts avec la France pour « dissiper les malentendus ». Mais par où passe la lutte des classes à travers tout cela ? Pendant ce temps en effet les peuples tchadiens suivent leurs nombreux leaders itinérants et le ballet des troupes françaises (qui se sont retirées ce que d'aucuns, en Afrique, reprochent à la France), et des troupes libyennes, qui ne seront officiellement venues que lorsqu'on apprendra leur départ, tandis que la force africaine se fait attendre; *ce ballet scandant la misère d'un des peuples les plus pauvres du monde.*

Comme toujours les Chefs d'Etats se réunissent pour prendre des décisions unanimes comme par exemple le 9 mars à Bamako : la cinquième conférence des Etats sahariens (Algérie, Libye, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) qui apporte son soutien... au peuple saharoui. Voilà qui devrait rassurer les Touaregs, les Peuls, les Reguibat, et autres Saharouis. L'Etat va s'occuper d'eux, s'il en reste... Car sur le terrain les choses sont claires : bientôt il n'y aura plus de Sahariens. L'accord de Lagos et la décision (24/4) d'envoyer au Tchad une force interafricaine, ne sont ni appliqués ni respectés et les parties/partis s'entretuent (cf. la chronologie aux 20/2, 3/4, etc...). L'intervention libyenne se manifeste clairement à partir du 2/7 par l'utilisation d'avions C 130. H. Habré accuse la France et la Libye de s'être partagés le Tchad. M. Galley, contre toute vraisemblance, prétend en effet jusqu'à la fin que la Libye

(5) Plaintes sénégalaises, gambiennes (cf. chrono. 5/7 et 27/12 par ex.).

n'intervient pas (cf. chronologie : ses déclarations en octobre !). En novembre il ne fait plus de doute que l'envoi des troupes libyennes est massif. Parallèlement la Libye déploie une offensive diplomatique en Afrique et l'on constate une fois de plus l'importance de M. Triki dans la politique libyenne. Un accord de cessez-le-feu est signé à Lomé le 28/4 entre le comité ad hoc de l'OUA et le GUNT de Goukouni mais pas avec les FAN de Habré qui continue à accuser la France et la Libye de collusion et qui ne sera pas admis à la conférence de Lagos le 23/12 pour rétablir la paix au Tchad... A suivre.

On voit ainsi l'imbrication des intérêts de la France aussi bien en Afrique qu'en Afrique du Nord

## II. - LES RELATIONS FRANCO-MAGHRÉBINES

Les relations franco-maghrébines d'Etat à Etat sont régies par un ensemble de commissions mixtes (dont une « Grande » qui se réunit une fois par an) qui ont été mises sur pied au cours des dernières années sur un modèle comparable pour les trois Etats, Algérie, Maroc, Tunisie. Ces commissions se réunissent soit à Paris soit dans la capitale concernée, pour faire le point de la situation et éventuellement pour mettre sur pied les mises à jour des accords en cours, voire pour les réviser (cf. chronologie et accords, par ex. Algérie, 19/12; Tunisie, 17/9 et 8/12; Maroc, 30/10 et 24/11).

La coopération culturelle et technique suit son cours, je dirais presque en dépit des avatars de la politique française et maghrébine. Tout en étant banalisée, elle constitue néanmoins, comme le montrent les tableaux ci-dessous, la part la plus importante de l'action française à l'étranger.

Pour le reste, il faut examiner les relations pays par pays car les problèmes sont très différents. Ainsi par exemple avec l'Algérie deux contentieux achoppent : les émigrés et le gaz.

Le Conseil constitutionnel annule, le 9/1, une des dispositions de la « loi Bonnet » à propos de la détention des étrangers. Et toute au long de l'année on assiste à des mouvements de grèves ou des manifestations hostiles à la politique gouvernementale symbolisée par le Secrétaire d'Etat Stoleru. Il se rendra à Alger en mai et en septembre pour essayer de régler le contentieux qui porte entre autres, sur le renouvellement des cartes de séjour et sur la formation professionnelle (cf. Accords, 16/4 et 18/7).

Mais par delà les problèmes réels de l'émigration c'est bien l'ensemble des relations franco-algériennes qui piétinent : la fin du septennat de V. Giscard d'Estaing ne tient pas la distance ni les promesses et les espérances qu'avait soulevées son voyage en Algérie et la rencontre avec Boumediène en 1975. M. Benyahia vient en France le 18/1 essayer de régénérer le climat. Les travaux de la commission mixte de Sécurité Sociale interrompues depuis 1975 reprennent

**Tableaux comparatifs des coopérants français au Maghreb.**

1. *Coopérants culturels.*

	1979	1980 Prévisions	1980 Chiffres corrigés	Enseignement Supérieur			Enseignement Secondaire			
				Civils	VSNA	Total	Civils	VSNA	Total	
Algérie . . . . .	2 673	2 574	2 794	601	123	724	1 887	183	2 070	
Maroc . . . . .	4 933	4 163	4 210	322 714	256 78	578 792	3 801	231/178	4 032	4 610 4 771
Tunisie . . . . .	862	473	523	143	65	208	297/261 213	54 79	351/315 292	559/523 500
TOTAL . . . . .	8 468		7 527							

Les différences de chiffres proviennent de modes de calcul différents, en particulier pour les VSNA dont l'arrivée et le départ ne coïncident pas avec les effectifs gérés par le ministère des AE. Il existe, de plus, différents contrats particuliers.

On constate globalement que les chiffres sont en baisse régulièrement mais en progression par rapport aux prévisions.

2. *Coopérants techniques en 1980* (y compris ceux qui enseignent en Santé).

	Civils	VSNA	Total	Total tableau 1 + 2
Algérie .....	261	426	687	3 481
Maroc .....	322	256	578	4 788
Tunisie .....	143	65	208	731
TOTAL .....	726	747	1 473	9 000

Soit 9 000 coopérants français au Maghreb dont 1 700 VSNA.

On constate qu'il y a beaucoup plus de VSNA parmi les CT.

7 527 Coopérants culturels et 1 473 Coopérants techniques. Il faut ajouter à ces chiffres les missions d'enseignants ou d'experts : 922 en Algérie, 729 au Maroc et 909 en Tunisie; ainsi que les bourses

<i>Boursiers maghrébins en France</i>		
	Etudes	Stages
Algérie.....	363	172
Maroc.....	540	73
Tunisie.....	512	64

Les prévisions supplémentaires s'élèvent à 927 bourses pour 1980-81. Mais cela ne rend qu'imparfaitement compte du nombre réel des étudiants maghrébins dans les Universités françaises (30 000 ?). Et encore moins des enfants maghrébins scolarisés dans les établissements publics français (300 000 ?).

le 12/2. On convient de la création d'une grande commission économique et de groupes de travail. M. Bruno de Leusse ira à Alger le 28/4 pour faire le point... mais les choses vont si mal que le voyage de M. François-Poncet et reporté du 10/7 au 17/9.

Le problème du gaz (qui est d'ailleurs le même pour d'autres partenaires de l'Algérie : les USA et la Hollande, cf. par ex. 12/9) traîne tout au long de l'année; les négociations sont interrompues en juillet, reprennent en octobre pour aboutir le 29/10 à un sorte de compromis signé par M. Giraud, ministre de l'industrie, (4,20 \$ par million de BTU) qui ne durera pas.

La catastrophe d'El Asnam est cependant une occasion pour démontrer que des liens profonds unissent encore les deux pays et l'on regrette d'avoir à déplorer à ce sujet des écarts de langage de certains Algériens à propos des

archives de cette ville, qui se trouvent bien en Algérie contrairement à ce qui a été imprudemment affirmé.

Deux notes positives dans ce tableau quelque peu sinistre : le début de relations qui ne vont faire que s'étendre entre la ville de Marseille (28/6) et Alger et le 14/12 un communiqué du ministère algérien des finances autorisant le transfert des avoirs en comptes d'attente et en comptes de départs définitifs au nom des ressortissants français ayant quitté l'Algérie. Ces fonds sont estimés à 70 millions de dinars. Cette mesure provoque la satisfaction du mouvement « Recours » qui regroupe plusieurs organisations de rapatriés.

Avec le Maroc les relations sont apparemment bonnes mais en fait maigres lorsqu'on fait le bilan réel : les Ciments Lafarge (25/4), la vente de quelques blindés (27/3) et surtout des prêts (par ex. celui du 7/2 par un consortium de Banques françaises : 134 millions de FF.), voilà les gros contrats de l'année, si l'on excepte le tourisme. Mais de plus quelques difficultés sont venues ternir ces (déjà maigres) résultats : un conflit grave pour le Maroc, l'arrêt des importations de tomates (cf. 9/5, 16-22/5) et un gros conflit avec des mineurs marocains en Lorraine (cf. 6/10, 14/10, 30/10, etc.). Certes le Roi vient en France assez souvent en visite privée et ne manque pas alors de livrer sa pensée aux medias (cf. par ex. fin mars), mais il ne semble pas que la France ait été disposée à aller trop loin dans le soutien inconditionnel sur le Sahara. Pourtant ce sont bien les forces conjointes du Maroc, des USA et de la France qui apporteront leur soutien à la Tunisie lors des affaires de Gafsa (6).

Les relations avec la Tunisie sont en effet excellentes dans tous les domaines et plus particulièrement dans les secteurs économiques et financiers : achat d'Airbus, travaux du port de La Goulette, contrats pour Creusot-Loire, Lafarge, Elf Aquitaine, pose de cables téléphoniques, création d'une société mixte de pêche et surtout nombreuses conventions de crédit, voilà le bilan impressionnant pour 1980. Si l'on prend l'ensemble des informations (cf. accords, 8/2, 21/3, 17/9, 21/10, 20/12) il semblerait que la Tunisie ait reçu en 1980 plus de 800 millions de francs sans compter l'aide alimentaire (24 000 tonnes de blé) dont voici un exemple : le 20/12, signature à Paris de conventions de prêts de 201 millions de FF en application du protocole tuniso-français du 18/9/80. Détails des prêts : 145 millions pour le financement de projets industriels ; 35 millions représentent l'aide programme et 21 millions sont destinés au financement d'équipements au profit de PME industrielles. Le taux de ces prêts est de 3 %, amortissables en 25 ans pour les 2 premiers et en 20 ans pour le troisième.

Le président Bourguiba vient deux fois en France, M. Mzali également tandis que plusieurs ministres français se rendent en Tunisie dont le Premier M. Barre ; le 24/10. L'escadre de Méditerranée fera visite elle aussi plusieurs fois et officiellement le 3/6 en la personne du contre-amiral Gérard de Castelbajac ; ce que n'apprécie pas du tout la Libye.

(6) Curieusement V. Giscard d'Estaing déclarera le 26/2 que la France n'est pas intervenue en Tunisie.

Mauvaise année en effet dans les relations franco-libyennes : la mise à sac (7) de l'Ambassade de France bloque les relations (cf. 4/7 accord pour l'indemnisation et remise en l'état) mais la compagnie Elf Aquitaine obtient cependant 4 permis de recherche... C'est que la concurrence est de plus en plus dure, entre les partenaires qui s'intéressent au Maghreb. En effet, si l'on fait un bilan un peu plus large on constate que la diversification des échanges (et surtout des prêts) se fait au détriment de la France et des Etats maghrébins eux-mêmes qui ne signent plus que 2 ou 3 accords entre eux !!!

### III. - LE MAGHREB DANS LA STRATÉGIE INTERNATIONALE

Je crois qu'en 1980 nous avons assisté à une double rotation ou plutôt à un triple mouvement déjà amorcé depuis plusieurs années mais qui se confirme (NB : ma formule peut surprendre mais dans une double rotation il y a 4 variables ; or, comme dans le cas que je vais décrire il y a un perdant, le Maghreb, de 4 on passe à trois !). Le premier mouvement est la perte de vitesse (pour ne pas dire la révocation en doute) des grandes conférences, (Nord/Sud, Euro-arabe, Non Alignés) qui se traduit par une baisse de l'influence maghrébine au niveau des instances internationales (sauf la réussite tunisienne avec la Ligue arabe), et plus particulièrement par la quasi disparition de ce que j'avais appelé dès 1973 « l'Algérie montreur de conduite du Tiers Monde ». Personne n'a repris le leadership de Nasser puis celui de Boumediène au Maghreb ni dans les pays arabes et Tito est mort le 4 mai. Avec lui disparaît sans doute l'esprit de Bandoeng.

Le second mouvement est la rotation des alliés du Maghreb : France/USA/URSS se concurrencent et tour à tour enlèvent la situation ou tel secteur dans tel ou tel Etat maghrébin sans aucun souci idéologique (l'exemple le plus scandaleux étant constitué par ce que l'URSS obtient en matière de pêche et de phosphates au Maroc... au risque de me répéter qu'advient-il d'une matière première pillée par un pays « socialiste » sur le dos de la classe ouvrière d'un pays du Tiers Monde... ?

Les Etats maghrébins - en tant que clients/fournisseurs - continuent à osciller entre les nombres 5 et 6 puisque la Mauritanie a du mal à se maintenir comme Etat mais est toujours aussi bien pillée, tandis que la RASD n'est pas encore un Etat mais continue d'être allègrement pillée par des consortiums internationaux (cf. par ex. le groupe Meaplane, le 6/6). Ainsi en 1980, il semblerait que l'on assiste à un relatif retour en force des USA en Tunisie après l'affaire de Gafsa et au Maroc à cause du Sahara, dans les deux cas pour des raisons de fournitures d'armement. L'URSS par contre obtient de

(7) L'affaire Delpy n'arrange pas les choses (cf. chrono. 9/5).

nouvelles concessions au Maroc en matière de phosphates et de pêche (8) en dépit d'un avertissement lancé par le Maroc à Cuba et aux ennemis de son intégrité territoriale; bien plus, un important accord est signé le 14/11 par lequel le Maroc s'engage à livrer 200 000 t. d'agrumes et 200 000 hl de vin (2 580 000 bouteilles) à l'URSS...

Le troisième mouvement sur lequel s'articulent sans doute les deux autres mais sans que les deux Grands (ni la France) ne le maîtrisent, c'est la nouvelle dimension de l'Islam dans les affaires internationales et dans la stratégie maghrébine: dimension tous azimuts oserais-je écrire depuis l'Arabie Saoudite, qui finance de plus en plus de projets, la Libye qui convertit l'Afrique et le Roi du Maroc qui maîtrise le comité Al Qods au moment où Israël décide de faire de Jérusalem sa capitale... Or c'est bien le Maroc qui, de plus, reçoit le plus de crédits de la Banque islamique, du Koweït et de l'Arabie Saoudite (9). L'endettement du Maroc commence à être assez inquiétant. Il reçoit cette année un prêt même de la Tchécoslovaquie (Cf. 22/12).

Je pense donc qu'il n'est pas inutile de regarder de plus près la chronologie sous ce nouvel angle: l'Islam sous ces multiples formes. En effet, par delà les divisions profondes qui agitent le monde arabo-musulman un certain nombre d'événements ont donné cette année une importance telle à la dimension commune que je suis obligé d'ouvrir une nouvelle rubrique ici: l'invasion soviétique en Afghanistan et l'annexion de Jérusalem-Est par Israël vont déclencher un processus de concertation sans précédent. Cela ne signifie en rien que les Etats arabes parviennent à une unité même de façade mais comme cela s'accompagne d'une prise en charge de plus en plus nette de nombreux problèmes économiques par l'Arabie Saoudite je pense que nous sommes là en présence d'un aspect nouveau de la stratégie internationale qui n'est pas entièrement dominé par l'hégémonie capitaliste ni par les deux Grands...

L'année commence en effet avec le choc afghan et la Conférence islamique se réunit pour condamner l'URSS, sauf l'Algérie (qui ira même à Moscou refusant de boycotter les Jeux Olympiques) et la Libye qui justifie l'invasion (cf. Islamabad, 27-29/1 mais aussi 2/2, 8/2, 17/5, 9/4, 15/3 etc.). Le PPS marocain prend lui aussi une position favorable à l'URSS et contraire à la position marocaine. Par contre sur Jérusalem devenue « capitale éternelle » d'Israël, l'unanimité est plus facile à faire. Alors que des divisions profondes persistent sur le Sahara, sur le Liban (10) dans toutes les conférences où les Etats arabes votent ou font voter une résolution contre Israël, ou une résolution pour l'OLP, l'unité réapparaît.

Ainsi lors de la 34<sup>e</sup> commission des droits de l'Homme à Genève, le 15 février, une résolution proclamant le droit du peuple sahraoui à l'autodé-

[8] Le Maroc a de gros problèmes avec les pêcheurs de toutes nationalités (cf. chronologie 11/12).

[9] Cf. chronologie 8/2,7/5 et rencontre de Taef le 7/5. Cf. accords pays arabes.

[10] La crise entre la Libye et l'OLP continue cette année (cf. 1/1, 9/1). Mais la position de l'OLP sur le Sahara est équivoque (cf. 26/5) tandis que personne n'est dupe sur le fait que la Force arabe de dissuasion au Liban (cf. 21/1) dissimule mal la domination de la seule Syrie.

termination est adoptée par 25 voix contre une et 13 abstentions tandis que le Maroc et l'Irak ne prennent pas part au vote. Mais à l'issue des travaux une résolution est adoptée condamnant Israël... Un exemple entre cent. En retour le Roi du Maroc, qui échappe parfois à un vote sur le F. Prolisario, fait toujours voter une motion en faveur de L'OLP. Pendant ce temps l'équivoque persiste et l'ordre règne. Ainsi pendant que M. Benyahia (et on peut noter la disparition politique de M. Bouteflika en Algérie) part en Amérique latine, mandaté par la Ligue arabe pour expliquer le problème palestinien (cf. 24/1-3/2), le Roi du Maroc qui préside très activement aux destinées du Comité Al-Qods, rend hommage au Président Giscard d'Estaing qui a fait une déclaration (ambiguë) favorable à l'autodétermination des Palestiniens le 11/3. On peut retenir qu'en 1980 le Roi du Maroc a parfaitement utilisé sa position : il réunit le comité Al Qods plusieurs fois (à Marrakech le 8/3 puis le 21/9), crée un comité tripartite (5/11) qui se réunit à Rabat (22/12) puis il réunit les Ministres de AE des Etats Islamiques à Fès le 18/9. Le Roi lui-même paye de sa personne, se déplace à Paris, va voir le Pape, parcourt le Moyen Orient et réussit presque à faire se réunir ensemble les membres de la Ligue arabe, de la Conférence islamique et de l'UNESCO. Bien plus, le groupe islamique de l'ONU posera le problème devant le Conseil de Sécurité par Pakistan interposé le 24/6. C'est qu'en effet par delà ce succès du Maroc, d'autres pays manipulent aussi la dimension islamique et si le Pakistan n'est pas dans mon aire géographique d'études il y est pourtant présent par ses réseaux d'associations pour l'Appel de l'Islam en concurrence pour l'Afrique du Nord et l'Afrique noire avec les Wahhabites et l'Association libyenne. Celle-ci en particulier est très active (cf. 21/5, 23/8, 29/11...) y compris en France où elle intalle des prêchers et des mosquées. La Libye ne cesse de critiquer l'action des chrétiens en Afrique ce qui provoque quelques frictions (cf. 8/2, 2/3, 10 /17/10, etc.) et même au Liban (15/8). Mais le gros conflit libyen avec l'Afrique vient des problèmes soulevés par les enrôlements dans la Légion islamique et avec le monde arabe proprement dit.

L'attaque de la grande mosquée de la Mecque est l'occasion d'échanger des anathèmes réciproques : • La Mecque est souillée • dit Qaddhafi le 17/10 ce à quoi les Saoudiens répondent en accusant le colonel d'hérésie dans son interprétation du Coran. Bien entendu les oulémas marocains (qui viennent de retrouver un statut octroyé par le Roi) se joignent à cette condamnation à laquelle l'ensemble des Maghrébins ajoute celle de Khomeiny (cf. 5/8, 4/10).

Et même du côté du Front de la fermeté on assiste à des prises de position plus homogènes sur le plan religieux que sur le plan politique (cf. 16/1, 22/3, 23/4). Le Front se cherche puisqu'il n'est plus d'accord sur rien mais le président Chadli proclame sa foi en l'Islam et dans le socialisme le 14/11, ce que confirme (hélas !!) Ben Bella lui-même à peine libéré : le 27/11. Cela me paraît suffisamment important pour avoir quelques peu négligé cette année dans cette partie, le commerce international dont le lecteur se fera une idée précise avec la chronologie et surtout la liste des accords, sauf à préciser que le Maghreb est très endetté et que le Maroc est le plus endetté de tous. C'est par là

que je terminerai puisque j'ai commencé par mon (inutile) habituel appel à une autre conception des relations internationales...

Le total des prêts de la BIRD et de l'IDA pour 1980 est le suivant :

Algérie .....	1 091 millions de \$
Maroc .....	1 488 millions de \$
Tunisie .....	824 millions de \$

au taux d'intérêt de 7,95 à 8,25 %, payables, de 1983 à 1997 et 2002; prêts auxquels il faut ajouter ceux que j'ai décrits dans mes chroniques précédentes en ce qui concerne la BIRD mais aussi tous les prêts étatiques et ceux des consortiums bancaires. Ce qui promet un avenir radieux pour des pays où la démographie n'est pas maîtrisée alors que la rente pétrolière baisse. Les taux de croissance théorique sont les suivants :

Année	70-75	75-80	PNB en \$
Algérie.....	7,3	8,7	1 260
Maroc.....	5,7	51	670
Tunisie .....	9,5	6,8	950

Bruno ÉTIENNE.

[11] Sources : Banque mondiale. - Rapport annuel 1980.

*Ventilation.*

*Prêts à l'agriculture* : 8 millions \$, Algérie, désalinisation (Chélif); 58 millions \$, Maroc, cultures de primeurs; 34 millions \$, Maroc, lutte contre l'érosion; 30 millions \$, Tunisie, prêts aux coopératives; 25 millions \$, Tunisie, irrigation du Sud (exportations).

*Eau/assainissement* : Algérie : 5 millions \$ (ville d'Alger).

*Éducation* : 87 millions \$ : Algérie, six centres de formation professionnelle.

*Énergie* : Maroc : 50 millions \$ (potentiel pétrolier).

*Tunisie* : 37 millions \$. Gazoduc Algérie-Italie et retombées.

*Petites entreprises* : Algérie, 20 millions \$.

*Transports* : Maroc, 62 millions \$ (routes); Tunisie, 42,5 (ports de la Goulette et Sfax) et 36,5 millions \$ (routes).